



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.171/PC/L.10/Add.1
21 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ PRÉPARATOIRE DE LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LA POPULATION
ET LE DÉVELOPPEMENT
Troisième session
4-22 avril 1994
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE DOCUMENT FINAL DE LA CONFÉRENCE

Initiatives nationales

(Chapitre XIII, section C du projet de programme d'action
de la Conférence)

Texte présenté par le Vice-Président, M. Lionel Hurst
(Antigua-et-Barbuda) (Groupe de travail I), sur la base
des négociations tenues sur le document A/CONF.171/PC/5

Chapitre XIII

INITIATIVES NATIONALES

C. Mobilisation et allocation des ressources

Principes d'action

13.11 Au niveau national, les ressources aux fins du développement humain durable se répartissent entre plusieurs catégories sectorielles. La meilleure répartition possible des ressources entre divers secteurs dépend pour une large part de la situation sociale, économique, culturelle et politique propre à chaque pays, de même que de ses moyens d'action et de ses priorités. En général, une répartition équilibrée des ressources contribue à la qualité et au succès des programmes. Les programmes concernant la population, en particulier, jouent un rôle important dans la mesure où ils facilitent et accélèrent les progrès dans l'exécution des programmes relatifs au développement humain durable, notamment en contribuant à la responsabilisation des femmes, en améliorant la santé de la population (et en particulier celle des femmes et des enfants, notamment dans les zones rurales), en ralentissant le taux d'accroissement de la demande en matière de services sociaux, en mobilisant l'action communautaire et en soulignant l'importance à long terme des investissements dans le secteur social.

13.12 Les ressources nationales représentent la partie la plus importante des fonds nécessaires à la réalisation des objectifs de développement. La mobilisation de ces ressources est donc l'un des domaines prioritaires sur lesquels l'attention doit être concentrée afin d'assurer l'exécution en temps voulu des mesures requises pour atteindre les objectifs du présent Programme d'action. Les secteurs public et privé peuvent contribuer aux ressources nécessaires. Dans un grand nombre de pays qui s'efforcent d'atteindre les objectifs supplémentaires du Programme d'action, et notamment les pays les moins avancés et autres pays pauvres qui doivent appliquer des ajustements structurels douloureux, les tendances à la récession économique se maintiennent. Comme indiqué au chapitre XIV, la communauté internationale devra soutenir les efforts qu'ils déploient afin de mobiliser les ressources nationales pour élargir et améliorer leurs programmes concernant la population et le développement, en fournissant des ressources financières et techniques beaucoup plus importantes. En ce qui concerne la mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles, intérieures et provenant de donateurs, il faut accorder une attention particulière aux mesures requises pour répondre aux besoins essentiels des groupes de population les plus vulnérables, notamment dans les zones rurales, et assurer leur accès aux services sociaux.

13.13 Compte tenu de l'ampleur des besoins non satisfaits en matière de services [concernant la santé génésique et la planification familiale] et de l'augmentation prévue du nombre de femmes et d'hommes en âge de procréer, la demande de services continuera d'augmenter très rapidement au cours des 20 prochaines années. Cette demande sera accélérée par un regain d'intérêt pour une maternité plus tardive, un meilleur espacement des naissances et l'obtention plus rapide du nombre d'enfants désirés, ainsi que par un accès plus facile aux services. Il faut donc intensifier les efforts afin de générer et d'obtenir des

/...

ressources nationales plus importantes, et d'assurer leur utilisation efficace, à l'appui des programmes de prestation de services et des activités connexes d'information, d'éducation et de communication.

13.14 Les services de santé de base [planification de la famille et santé génésique], impliquant un soutien à la formation, aux fournitures, à l'infrastructure et aux systèmes de gestion indispensables, notamment au niveau des soins de santé primaires, comprendraient les principaux éléments ci-après qui devraient être intégrés dans les programmes nationaux de base [pour la population et la santé génésique] :

a) Dans l'élément [relatif aux services de planification familiale – produits contraceptifs et prestation de services;] renforcement des capacités en matière d'information, d'éducation et de communication concernant les questions relatives à [la planification familiale et] la population et au développement; renforcement des capacités nationales par un appui à la formation; développement des infrastructures et amélioration des installations; élaboration d'une politique générale et évaluation des programmes; systèmes intégrés de gestion, statistiques sur les services de base; et concentration des efforts afin d'assurer des soins de bonne qualité;

b) Dans l'élément de base [services de santé génésique] – services d'information et services réguliers relatifs aux soins prénatals, aux accouchements normaux et sûrs et aux soins postnatals; [avortements dans des conditions de sécurité (tels qu'autorisés par les lois des différents pays);] information, éducation et communication sur [la santé génésique], y compris les maladies sexuellement transmissibles, la sexualité humaine et la procréation responsable, et contre les pratiques préjudiciables; services de consultations appropriés; diagnostic et traitement des maladies sexuellement transmissibles et autres infections de l'appareil génital, dans la mesure du possible; prévention de la stérilité et traitement approprié; et si possible services d'orientation, d'information et de consultations pour les maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida, et pour les complications pendant la grossesse et l'accouchement;

c) Dans l'élément du programme relatif à la prévention des maladies sexuellement transmissibles VIH/sida – programmes d'information dans les médias et à l'école [et distribution généralisée de préservatifs];

d) Dans l'élément de base relatif à la recherche et à l'analyse des données et des politiques en matière de population et de développement, renforcement des capacités nationales par un appui à la collecte et à l'analyse de données démographiques et concernant les programmes, à la recherche, à l'élaboration d'une politique générale et à la formation.

13.15 On a estimé que dans les pays en développement et les pays en transition, la mise en oeuvre de programmes axés sur [la santé génésique, planification de la famille comprise,] la santé maternelle et la prévention des maladies sexuellement transmissibles ainsi que d'activités de collecte et d'analyse des données démographiques coûteraient au minimum [17 milliards de dollars en l'an 2000, 18,5 milliards en 2005, 20,5 milliards en 2010 et 21,7 milliards en 2015]. Le montant estimatif des dépenses à engager au titre des composantes

/...

des programmes nationaux qui devraient parallèlement être entrepris dans le domaine de la population et de la santé génésique se répartit comme suit :

a) Le coût de la composante planification de la famille s'élèverait à [10,2 milliards en l'an 2000, 11,5 milliards en 2005, 12,6 milliards en 2010 et 13,8 milliards en 2015], dont 75 %, en moyenne pour le système de prestation des services à prévoir à ce titre, à partir duquel pourrait être organisée la prestation d'autres services de santé génésique.

Ces chiffres sont fondés sur les données de recensements et d'enquêtes entrant dans les projections relatives au nombre de [couples et d'individus] dont on peut compter qu'ils feront usage de l'information et des services relatifs à la planification de la famille. Les projections établies en ce qui concerne les coûts futurs permettent d'améliorer la qualité des soins. Bien qu'il faille s'attendre que cette amélioration entraîne une augmentation des coûts par utilisateur, il est probable que celle-ci serait compensée par une diminution due à la multiplication et à l'efficacité croissante des programmes;

b) Le montant des dépenses à prévoir au titre de la composante [santé génésique] (non compris les coûts afférents au système de prestation des services, qui ont été pris en compte dans l'estimation relative à la composante [planification de la famille]) s'élèverait à [5 milliards de dollars en l'an 2000, 5,4 milliards en 2005, 5,7 milliards en 2010 et 6,1 milliards en 2015];

Le montant retenu pour la santé génésique constitue un total général, calculé sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de programmes de santé maternelle exécutés dans des pays se trouvant à différents niveaux de développement, y inclus, de façon sélective, le coût d'autres services de santé génésique et certains des frais supplémentaires qu'entraînerait la prestation des services. L'incidence que les interventions dans ce domaine auront sur la santé maternelle et infantile dans son ensemble dépendra de la prestation de soins de santé tertiaires et d'urgence, dont le coût devrait être couvert par les budgets du secteur de la santé dans son ensemble;

c) Le montant des dépenses à prévoir au titre du programme de prévention des maladies sexuellement transmissibles, de l'infection par le VIH et du sida s'établit à [1,3 milliard de dollars en l'an 2000, 1,4 milliard en 2005 et environ 1,5 milliard en 2010 et 1,5 milliard en 2015];

d) Le montant des dépenses à prévoir au titre de la recherche fondamentale, de la compilation des données et de l'analyse des politiques relatives à la population et au développement s'établit à [500 millions de dollars en l'an 2000, 200 millions en 2005, 700 millions en 2010 et 300 millions en 2015].

13.16 On estime, en première approximation, que les pays eux-mêmes continueront de prendre jusqu'à deux tiers des coûts à leur charge. Il faudra néanmoins qu'une part plus importante des ressources extérieures consenties à des conditions de faveur ou à fonds perdus reviennent aux pays les moins avancés et aux autres pays en développement à faible revenu. Le volume des ressources extérieures nécessaire pour assurer le financement des programmes de population

différenter donc de façon sensible de région à région et selon les endroits à l'intérieur des régions. Le montant global des ressources à prévoir au titre de l'assistance internationale est indiqué au paragraphe 14.8 (chap. XIV).

13.17 Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour assurer le financement des programmes axés sur la population et le développement, en particulier ceux qui viseront à atteindre les objectifs se rapportant expressément au secteur social qu'énonce le présent Programme d'action. Des ressources supplémentaires seront également nécessaires dans le secteur de la santé afin de renforcer le système de prestation de soins de santé primaires, les programmes visant à assurer la survie de l'enfant, les soins obstétriques d'urgence et les programmes généraux de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, l'infection par le VIH et le sida, de même que ceux ayant pour objet d'assurer un traitement et des soins à caractère empathique aux victimes de ces maladies, entre autres. Des investissements supplémentaires d'un montant considérable devront également être faits dans le secteur de l'éducation afin d'assurer une éducation de base à tous et d'éliminer les disparités d'accès à l'instruction dues au sexe, à la situation géographique ou au statut social ou économique, etc. [Selon les estimations de l'UNESCO et de l'UNICEF, par exemple, les investissements nécessaires pour assurer un enseignement primaire universel et l'élimination des disparités d'accès à l'instruction dues au sexe, à la situation géographique ou au statut économique ou social, etc., absorberaient 5 milliards de dollars supplémentaires par an pendant les 10 années considérées, d'autres ressources encore devant être mobilisées pour apporter les autres améliorations nécessaires sur le plan de la qualité.]

13.18 Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour financer les programmes d'action visant à améliorer la condition des femmes et à assurer leur autonomisation et leur participation pleine et entière au processus de développement (en sus de leur éducation de base). La participation active des femmes à la conception, à la mise en oeuvre, à la gestion et au contrôle de l'exécution de tous les programmes de développement constituera un élément important de ces activités.

13.19 Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour financer les programmes d'action visant à accélérer l'exécution des programmes de développement, à créer des emplois, à préserver l'environnement, notamment en éliminant les modes de production et de consommation contraires à l'impératif de viabilité, à assurer la prestation de services sociaux, à équilibrer la répartition de la population et à lutter contre la pauvreté par une croissance économique soutenue dans le contexte du développement durable. Les programmes prévus dans l'Action 21 figurent parmi ceux qu'il importe de prendre en considération à cet égard.

13.20 Les ressources nécessaires pour assurer la mise en oeuvre du présent Programme d'action ne pourront être mobilisées que moyennant des investissements considérablement accrus à court terme. Les avantages que comporteraient ces investissements peuvent se mesurer à l'aune des économies qui en résulteraient sur le plan sectoriel, des modes de production et de consommation viables qu'ils permettraient d'établir et de la croissance économique soutenue dans le contexte du développement durable, ainsi que de l'amélioration générale de la qualité de la vie par laquelle ils se traduiraient.

/...

Objectif

13.21 Mobiliser et répartir les ressources nécessaires, aux niveaux local, national et international, pour assurer le financement des programmes relatifs à la population et des programmes connexes, qui visent tous à soutenir et à accélérer le développement social, à améliorer la qualité de la vie pour tous, et à faire prévaloir l'équité et le strict respect des droits individuels et, ce faisant, contribuent à assurer un développement durable.

Mesures à prendre

13.22 Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les collectivités locales, auxquels la communauté internationale apporterait son concours sur leur demande, devraient s'efforcer de mobiliser et d'utiliser efficacement les ressources nécessaires pour financer des programmes relatifs à la population qui permettent de développer les soins [se rapportant à l'hygiène sexuelle et à la santé génésique], y compris [la planification de la famille et] les efforts de prévention des maladies sexuellement transmissibles, de l'infection par le VIH et du sida et d'en améliorer la qualité. Conformément au but fixé dans le présent Programme d'action, qui consiste à assurer l'accès de tous à des services de haute qualité [en matière de santé génésique et de planification de la famille], l'accent doit plus particulièrement être mis sur les dispositions à prendre pour satisfaire les besoins des groupes désavantagés, y compris les adolescents (compte dûment tenu des droits et des responsabilités des parents), ainsi que les pauvres des zones tant rurales qu'urbaines, et pour assurer la fiabilité des services considérés et leur convivialité à l'égard des femmes, des hommes et des adolescents. En mobilisant les ressources nécessaires à cet effet, les pays devraient explorer de nouvelles formules, telles qu'une participation accrue du secteur privé, l'application sélective de droits d'utilisation, la rentabilisation des services sociaux, la participation aux coûts et d'autres formes de recouvrement des coûts. Il importe cependant que les solutions adoptées n'entravent pas l'accès au service et qu'elles aillent de pair avec les "filets de sécurité" nécessaires.

13.23 Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les collectivités locales, auxquels la communauté internationale apporterait son concours sur leur demande, devraient s'efforcer de mobiliser les ressources nécessaires pour mieux assurer la réalisation des objectifs arrêtés en matière de développement social, et en particulier pour remplir les engagements que les gouvernements ont précédemment pris en ce qui concerne l'éducation pour tous (Déclaration de Jomtien), atteindre les objectifs multisectoriels fixés lors du Sommet mondial pour les enfants et ceux qui ont été arrêtés dans l'Action 21 et dans les autres accords internationaux pertinents, et mobiliser le complément de ressources nécessaires pour que les objectifs fixés dans le présent Programme d'action puissent être atteints. À cet égard, les gouvernements sont instamment invités à consacrer 20 % au moins des dépenses du secteur public aux secteurs sociaux, de même que 20 % de l'aide publique au développement, en accordant une importance particulière à la lutte contre la pauvreté dans le cadre du développement durable.

13.24 Les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales devraient collaborer de façon étroite et régulière à l'établissement d'estimations précises et fiables des coûts, lorsqu'il y a lieu, pour chaque catégorie d'investissement.
